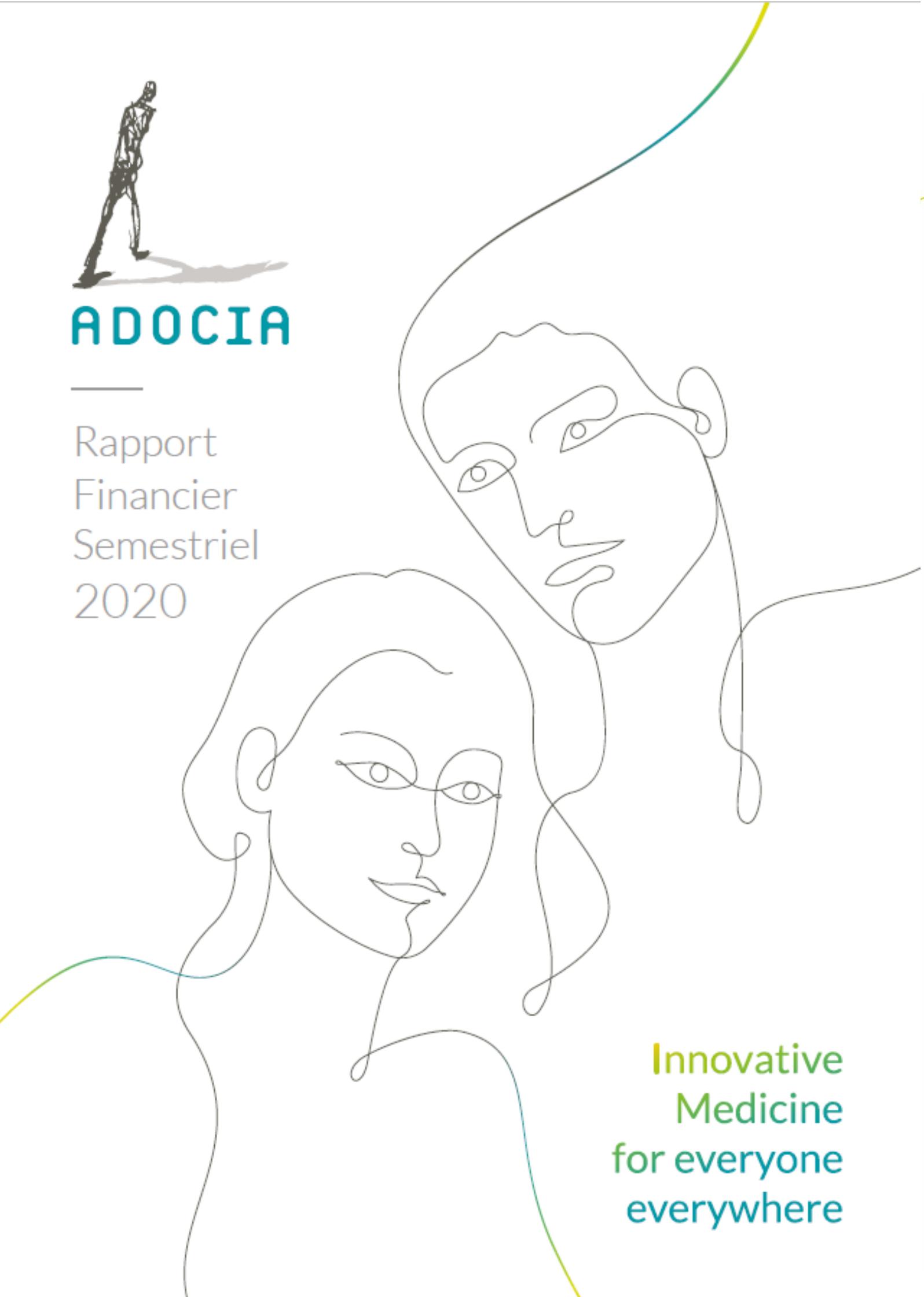




ADOCIA

—
Rapport
Financier
Semestriel
2020



**Innovative
Medicine
for everyone
everywhere**

ALORS QUE 463 MILLIONS DE PERSONNES VIVENT AVEC UN DIABETE EN 2020, L'ENGAGEMENT D'ADOCIA SE TRADUIT PAR UN PORTEFEUILLE TOUJOURS PLUS ETENDU SUR LES TRAITEMENTS D'INSULINE PRANDIALE, SOUS FORME INJECTABLE, DESTINES AUX PERSONNES DIABETIQUES DE TYPE 1 ET DE TYPE 2. (SOURCE : IDF 2019)



BC : BioChaperone® ; Lispro : insuline lispro ; BC Combo : BC insuline glargine insuline lispro ; M1 : A21G insuline humaine ; Pram : pramlintide ; GLP-1 : GLP-1 agoniste récepteur ; Gla : insuline glargine ; Glu : Glucagon

ADOCIA, LEADER DU TRAITEMENT DU DIABETE PAR DES PRODUITS INJECTABLES INNOVANTS

Adocia est une société de biotechnologie au stade clinique spécialisée dans le développement de formulations innovantes de protéines et de peptides thérapeutiques déjà approuvés pour le traitement du diabète et d'autres maladies métaboliques. Dans le domaine du diabète, le portefeuille de produits injectables d'Adocia est l'un des plus larges et des plus différenciés de l'industrie et comprend cinq produits en phase clinique et trois produits en phase préclinique.

La plateforme technologique brevetée BioChaperone® vise à améliorer l'efficacité et/ou la sécurité des protéines thérapeutiques tout en facilitant leur utilisation par les patients. Adocia adapte BioChaperone à chaque protéine pour une application donnée

Le pipeline clinique d'Adocia comprend quatre formulations innovantes d'insuline pour le traitement prandial du diabète : deux formulations ultra-rapides d'insuline analogue lispro (BioChaperone Lispro U100

et U200), une combinaison d'insuline lente glargine et de l'insuline à action rapide lispro (BioChaperone Combo) et d'une combinaison d'insuline prandiale avec du pramlintide, analogue de l'amyline (M1Pram-ADO09). Le pipeline clinique inclut également une formulation aqueuse de glucagon humain (BioChaperone Glucagon) pour le traitement de l'hypoglycémie

Le pipeline préclinique d'Adocia comprend trois produits : une combinaison d'analogue rapide de l'insuline humaine avec du pramlintide (BioChaperone LisPram), une combinaison d'insuline glargine avec des agonistes du récepteur au GLP-1 (BioChaperone® Glargine GLP-1) pour le traitement du diabète puis une combinaison prête à l'emploi de glucagon et d'un agoniste du récepteur au GLP-1 (BioChaperone Glucagon GLP-1) pour le traitement de l'obésité.

2020

Les traitements prandiaux sont au cœur de notre recherche.

Malgré la période exceptionnelle liée au COVID-19, Adocia et Tonghua Dongbao ont poursuivi les travaux d'industrialisation des procédés de fabrication du produit BC Lispro et soumis le dossier aux autorités réglementaires chinoises (Center for Drug Evaluation) en vue d'une entrée en Phase 3 en Chine. Adocia prépare en parallèle une étude clinique de bridging de BC Lispro dans le but de lancer une étude clinique de Phase 3 en Europe et aux États-Unis dès que cela sera possible.

Adocia a également présenté lors de ADA 2020 les résultats convaincants du traitement bi-hormonal M1Pram démontrant des effets positifs pour le patient : une restauration du métabolisme normal, une réduction significative de la consommation d'insuline et enfin une perte de poids chez les patients obèses.

Événements du 1^{er} semestre 2020

11-12 Janvier

La **East / West CEO** conférence permet aux leaders mondiaux de la communauté biopharma de se rencontrer et de partager leur vision et perspective sur l'année à venir

19-22 Février

ATTD 2020, La 13e Conférence internationale sur les technologies avancées et les traitements du diabète présente les dernières innovations et recherches dans le monde en matière de technologies et de traitements du diabète. C'est le lieu de rencontre ultime pour les professionnels de l'industrie, les chercheurs, du monde entier, pour discuter des dernières avancées technologiques, des développements, des opportunités et des défis dans le traitement du diabète

13-15 janvier

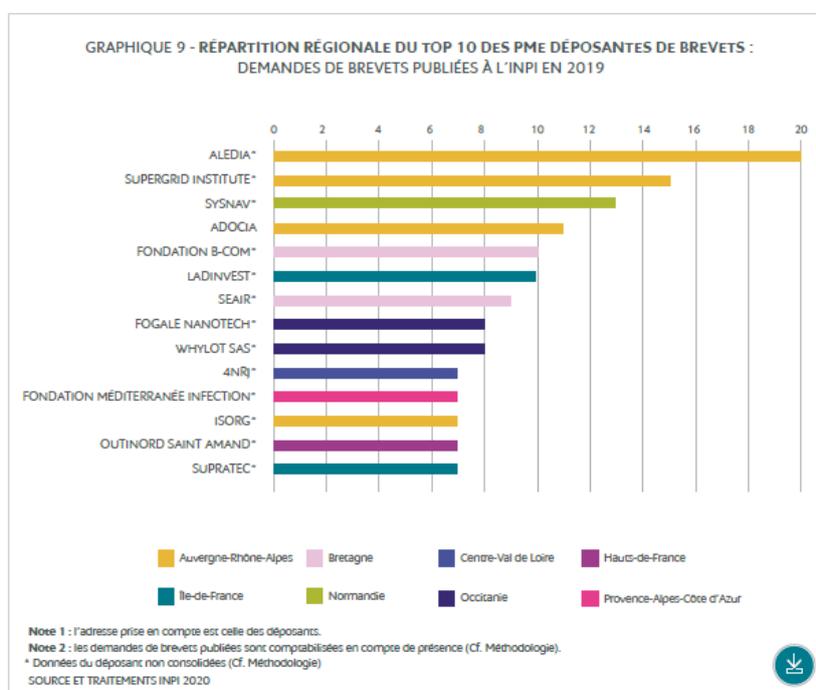
JP Morgan Healthcare conférence est le plus grand et le plus informatif symposium sur l'investissement dans le secteur de la santé, réunissant des leaders de l'industrie, des sociétés émergentes à croissance rapide, des créateurs de technologies innovantes et des membres de la communauté des investisseurs.

23 avril

Adocia annonce les résultats préliminaires positifs de l'étude exploratoire de Phase 1b de ADO09 (M1Pram) chez des diabétiques de type 1

8 juin

Adocia annonce une présentation des résultats cliniques de M1Pram à l'occasion des 80èmes Sessions Scientifiques de l'American Diabetes Association® – Expérience virtuelle



Recently Récemment publié : Le Palmarès INPI France 2019 positionne Adocia en 4ème position des PME françaises grâce au dépôt de 11 brevets. Parmi les dix premières PME françaises, quatre sont basées en région Auvergne-Rhône-Alpes



TABLE DES MATIERES

1	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	8
2	ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONDENSES	15
3	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2020	37
4	ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION	42



1

Rapport
semestriel
d'activités

Chapitre 1

1	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	8
1.1	Eléments financiers synthétiques	8
1.2	Faits marquants du 1^{er} semestre 2020	9
1.3	Evènements postérieurs au 30 juin 2020	9
1.4	Résultats financiers	10
1.4.1	Produits opérationnels	10
1.4.2	Les charges opérationnelles	10
1.4.3	Eléments de bilan	12
1.5	Risques et incertitudes concernant l'activité de la Société pour le deuxième semestre de l'exercice	12
1.6	Relations avec les parties liées	12

1 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1.1 Eléments financiers synthétiques

Le tableau ci-après résume les comptes semestriels consolidés condensés établis pour les périodes de 6 mois se terminant le 30 juin 2020 et le 30 juin 2019 :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020 (6 mois)	30/06/2019 (6 mois)
Chiffre d'affaires	622	1 710
Subventions, crédit d'impôt recherche et autres	2 950	3 044
Produits opérationnels	3 572	4 754
Charges opérationnelles	(14 713)	(18 142)
RESULTAT OPERATIONNEL	(11 140)	(13 388)
RESULTAT FINANCIER NET	(773)	404
Charge d'impôt	(23)	(9)
RESULTAT NET (PERTE)	(11 936)	(12 994)

Les résultats de la Société au 30 juin 2020 se caractérisent par les principaux éléments suivants :

- **Le chiffre d'affaires** de 0,6 million d'euros provenant exclusivement des accords de licences signés en avril 2018 avec la société Tonghua Dongbao Pharmaceuticals reflète les prestations de services de recherche et développement fournies par Adocia pour le transfert et le développement des produits licenciés.
- **Des charges opérationnelles** sur les six premiers mois de 2020 qui s'élèvent à 14,7 millions d'euros en diminution de 3,4 millions d'euros par rapport aux six premiers mois 2019. Cette diminution s'explique à hauteur de :
 - 2 millions d'euros en lien avec la fin des procédures juridiques contre Eli Lilly qui avaient impactées le poste honoraire en 2019,
 - 0,8 million d'euros de diminution des dépenses externes de R&D (productions de lots cliniques réalisés en 2019 et périodicité des honoraires sur la propriété intellectuelle)
 - 0,3 million d'euros sur les dépenses internes, en particulier la diminution des dépenses de voyages et déplacements, lesquels ont été limités par les mesures sanitaires prises dans la quasi-totalité des pays.
- **Une perte nette avant impôt** qui s'élève donc à 11,9 millions d'euros.
- **Une position de trésorerie** de près de 36 millions d'euros à fin juin 2020 à comparer à 43,7 millions d'euros au 1er janvier 2020. La consommation de trésorerie sur les six premiers mois de l'année s'élève à 7,8 millions d'euros, comparé à 19,1 millions d'euros sur la même période 2019. Cette baisse s'explique notamment par deux éléments : (i) l'encaissement du crédit d'impôt recherche 2019 pour 5,9 millions d'euros en avril 2020, lequel intervient plus tôt que l'an dernier, à la suite des mesures gouvernementales liées à l'épidémie de COVID-19 et (ii) la fin des procédures juridiques menées contre Eli Lilly qui avaient impactées la position de trésorerie de 3,5 millions d'euros sur le premier semestre 2019.

Retraitée de ces deux éléments, la consommation de trésorerie du premier semestre 2020 est en baisse de 2,2 millions d'euros par rapport à la même période l'an passé, en lien notamment avec la diminution des dépenses de sous-traitance de R&D pour 1,4 million d'euros.

- **Les dettes financières** à fin juin 2020 s'élèvent à 20,8 millions d'euros et sont constituées principalement de l'emprunt obligataire de 15 millions d'euros souscrit auprès d'IPF Fund II en 2019 et des emprunts bancaires contractés pour financer l'acquisition et la rénovation du bâtiment où sont situés le centre de recherche et le siège social de la Société.

1.2 Faits marquants du 1^{er} semestre 2020

Le premier semestre 2020 a été impacté par la pandémie de COVID-19 et les mesures de confinement mises en place en France. Dans ce contexte perturbé, Adocia s'est rapidement organisée pour faire face à la pandémie avec pour priorité de limiter la propagation du virus et d'assurer la sécurité de ses employés, tout en maintenant au mieux la continuité de ses activités de recherche. Ces activités se sont tout d'abord focalisées sur les activités prioritaires au début de la crise sanitaire, puis se sont progressivement intensifiées pour retrouver un rythme normal début mai.

Les activités de sous-traitance ont également été ralenties du fait de ressources limitées chez nos sous-traitants. Néanmoins la plupart des études cliniques et précliniques ont pu être maintenues.

Le premier semestre 2020 a ainsi été marqué par des avancées techniques et cliniques importantes sur son produit bi-hormonal M1Pram (ADO09), combinaison d'une insuline prandiale et du pramlintide (analogue d'insuline).

En avril 2020, les résultats cliniques obtenus en avril 2020 sur des patients diabétiques de type 1 traités pendant 3 semaines ont montré que M1Pram permettait de restaurer certaines fonctions essentielles de la physiologie durant la phase de digestion, telles que le rétablissement du temps de vidange gastrique, anormalement court chez les personnes atteintes de diabète de type 1, l'inhibition de la sécrétion de glucagon (déclenchement de la synthèse endogène du glucose) et une sensation de satiété. Cette restauration d'un métabolisme normal se traduit par un meilleur contrôle des niveaux de glycémie post-prandiale, avec une réduction significative de la consommation d'insuline et une perte de poids chez les patients en surpoids/obèses.

Sur la base de ces très bons résultats, Adocia a prévu de poursuivre le développement clinique de ce produit et de lancer, dès le quatrième trimestre 2020, une étude clinique de Phase 2 sur des patients diabétiques de type 1 traités sur une période plus longue (3 mois). Les résultats de cette étude devraient permettre de définir le plan de développement clinique de Phase 3 pour l'usage de M1Pram en stylo pour les personnes avec un diabète de type 1.

Compte tenu des résultats très prometteurs obtenus avec ce type de dispositif médical lors d'études exploratoires effectuées par des équipes universitaires, Adocia envisage de tester dans une étude en pompe ses deux produits M1Pram et BioChaperone Pram associée à Lispro ou à Aspart afin d'être en mesure de pouvoir sélectionner la meilleure formulation pour le fonctionnement du pancréas artificiel.

Sur ce premier semestre 2020, Adocia a poursuivi sa collaboration avec son **partenaire Tonghua Dongbao (THDB)**, en Chine.

Une étape importante a été franchie sur l'insuline ultra-rapide BioChaperone Lispro (**BC Lispro**) pour le marché chinois, avec la soumission du dossier clinique aux autorités réglementaires chinoises (Center for Drug Evaluation).

Concernant **BC Combo**, co-formulation de glargine (insuline basale) et de lispro (insuline prandiale), le transfert technologique auprès de notre partenaire est terminé et l'industrialisation du procédé de fabrication est en cours. Adocia collabore actuellement avec Tonghua Dongbao au plan de développement clinique et à la préparation du dossier réglementaire pour sa en Chine, dont le marché s'avère être à fort potentiel.

En juillet 2020, Adocia a reçu l'accord des autorités réglementaires allemandes pour réaliser lancer une étude clinique dite de « bridging » permettant de valider l'API lispro de THD et de lancer les études cliniques de phase 3 de **BC lispro en Europe et aux États-Unis..** Cette étude devrait commencer au cours de l'été. En parallèle, Adocia continue activement ses recherches d'un partenariat afin d'assurer le financement des études de Phase 3 et la commercialisation de BC Lispro.

La formulation **BioChaperone® Glucagon** "ready-to-use" injectable par voie intramusculaire présente un caractère unique par son mode d'administration. Il est reconnu que la voie intramusculaire est la voie d'administration la plus sûre et la plus rapide lorsque le risque vital est engagé. Adocia recherche un partenaire pour développer et commercialiser ce produit.

Sur le plan financier, dans le contexte lié à la pandémie de Covid-19, la Société s'est rapprochée de ses partenaires bancaires et régionaux pour bénéficier des mesures qui ont été annoncées par le gouvernement français et qui visent à soutenir les entreprises dans ce contexte difficile. A ce titre, elle a pu bénéficier d'une prise en charge de ses dépenses du personnel en chômage partiel, d'un report de 6 mois de l'ensemble des échéances bancaires et de l'encaissement rapide du Crédit d'Impôt Recherche 2019 d'un montant de 5,9 millions d'euros (reçu au cours du mois d'avril 2020).

1.3 Evènements postérieurs au 30 juin 2020

Néant

1

1.4 Résultats financiers

1.4.1 Produits opérationnels

Le tableau suivant présente le détail des produits opérationnels pour chacune des périodes :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020 (6 mois)	30/06/2019 (6 mois)
Chiffre d'affaires (a)	622	1 710
Contrat de recherche et de collaboration	0	0
Revenus des licences	622	1 710
Subvention, crédit d'impôt recherche et autres (b)	2 950	3 044
PRODUITS OPERATIONNELS (a) + (b)	3 572	4 754

Les produits opérationnels proviennent principalement des accords de collaboration et de licence ainsi que du financement public des dépenses de recherche. Au 30 juin 2020, ils s'élèvent à 3,6 millions d'euros comparé 4,8 millions d'euros l'an dernier sur la même période.

Le chiffre d'affaires de 0,6 million d'euros provient exclusivement des accords de licences signés avec la société Tonghua Dongbao (THDB) fin avril 2018, pour le développement, la production et la commercialisation de BioChaperone Lispro et BioChaperone Combo en Chine et dans certains territoires.

Le paiement initial (« upfront payment ») non remboursable de 50 millions de dollars prévu à la signature du contrat, soit 41,1 millions d'euros a été reconnu partiellement en chiffre d'affaires, à hauteur de 32,8 millions d'euros à fin juin 2018. Le solde du paiement initial, non amorti cette date, est reconnu à l'avancement des prestations de services de recherche et développement fournies par Adocia dans le cadre du transfert et du développement des produits. A ce titre, Adocia a constaté 0,6 million d'euros de revenus sur le premier semestre 2020.

Les autres produits opérationnels sont constitués du Crédit d'Impôt Recherche qui s'élève 3 millions d'euros à fin juin 2020, à un niveau stable par rapport au premier semestre 2019.

1.4.2 Les charges opérationnelles

Le tableau suivant présente le détail des charges opérationnelles par fonction pour chacune des périodes :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020 (6 mois)	30/06/2019 (6 mois)
Dépenses de recherche et de développement	(11 630)	(12 322)
Frais généraux	(3 083)	(5 820)
CHARGES OPERATIONNELLES COURANTES	(14 713)	(18 142)

Les dépenses de recherche et développement comprennent essentiellement les frais de personnel affectés à la recherche et au développement, les coûts de sous-traitance (dont études précliniques et essais cliniques), les coûts de propriété intellectuelle, les achats de matériels (réactifs et autres consommables), de produits pharmaceutiques et autres matières premières. Ces dépenses ont atteint 11,6 millions d'euros pour le premier semestre 2020, en diminution de 0,7 million d'euros par rapport au premier semestre 2019. Cette diminution s'explique principalement par une diminution des dépenses externes de R&D (productions de lots cliniques réalisés en 2019 et périodicité des honoraires sur la propriété intellectuelle). Ces dépenses de recherche et développement représentent 79% des charges opérationnelles au 30 juin 2020.

Les frais administratifs et frais généraux incluent les frais de personnel non affectés à la recherche et au développement ainsi que les coûts de prestation de services se rapportant à la gestion et au développement des

affaires commerciales de la Société, et de sa filiale aux Etats-Unis. Ils se sont élevés à 3,1 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 5,8 millions d'euros au 30 juin 2019. Cette baisse de 2,8 millions d'euros s'explique essentiellement :

- à hauteur de 2 millions d'euros, par la fin des procédures juridiques contre Eli Lilly qui avaient impactées le poste en 2019,
- à hauteur de 0,4 million d'euros, par la diminution des dépenses de personnel (salariés davantage consacrés à la R&D, diminution de la charge liée aux paiements en actions).
- à hauteur de 0,3 million d'euros, par la diminution des dépenses de voyages et déplacements, lesquels ont été limités par les mesures sanitaires prises dans la quasi-totalité des pays.

Le tableau ci-dessous analyse les charges opérationnelles courantes par nature de dépenses, pour chacune des deux périodes :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020 (6 mois)	30/06/2019 (6 mois)
Achats consommés	(677)	(786)
Charges de personnel	(6 196)	(6 235)
Paiements en actions	(245)	(464)
Charges externes	(6 802)	(9 985)
Impôts et taxes	(145)	(123)
Dotations aux amortissements et provisions	(647)	(548)
CHARGES OPERATIONNELLES	(14 713)	(18 142)

Les achats consommés de matières, produits et fournitures ont diminué entre les deux périodes, passant de 0,8M€ sur la première moitié de l'année 2019 à 0,7M€ en 2020.

Les charges de personnel se sont élevées à 6,2 millions d'euros au 30 juin 2020, à un niveau stable comparé à l'an passé. Les effectifs moyens sont restés stables, passant de 132,1 Equivalents Temps Plein (ETP) en 2019 à 133,1 ETP en 2020.

Le poste paiements en actions de 0,2 million d'euros au 30 juin 2020 intègre essentiellement l'impact des plans mis en place les années précédentes puisqu'un seul nouveau plan, à destination de deux salariés, a été attribué sur le premier semestre 2020. La diminution de 0,2 million d'euros de ce poste s'explique par l'arrivée à échéance de plusieurs plans de paiements en actions entre fin 2019 et le 30 juin 2020. En application des normes IFRS 2, ces charges correspondent à la juste valeur des instruments de capitaux attribués aux dirigeants et aux salariés. Ces éléments sont sans impact sur les comptes sociaux ni sur la trésorerie de la Société.

Les charges externes comprennent principalement les coûts des études précliniques, des essais cliniques, les dépenses de sous-traitance, les coûts de propriété intellectuelle, les honoraires et les frais généraux. Ces dépenses s'élèvent à 6,8 millions d'euros au 30 juin 2020, en baisse de 3.2 million d'euros par rapport à la même période en 2019. Cette diminution s'explique à hauteur de :

- 2 millions d'euros en lien avec la fin des procédures juridiques contre Eli Lilly qui avaient impactées le poste honoraire en 2019,
- 0,8 million d'euros de diminution des dépenses externes de R&D (productions de lots cliniques réalisés en 2019 et périodicité des honoraires sur la propriété intellectuelle)
- 0,3 million d'euros sur les dépenses internes, en particulier la diminution des dépenses de voyages et déplacements, lesquels ont été limités par les mesures sanitaires prises dans la quasi-totalité des pays.

Les impôts et taxes s'établissent à 0,1 million d'euros au 30 juin 2020, à un niveau stable comparé à l'an passé.

Les dotations aux amortissements et provisions s'établissent à 0,6 million d'euros au 30 juin 2020 contre 0,5 million d'euros au 30 juin 2019.

1.4.3 Eléments de bilan

<i>En milliers d'euros, comptes consolidés, normes IAS/IFRS</i>	30/06/2020	31/12/2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 854	43 661
Total actif	50 056	61 953
Capitaux propres	16 326	28 040
Dettes financières	20 952	21 154

La Société affiche une situation de trésorerie au 30 juin 2020 de 35,9 millions d'euros à comparer à 43,7 millions d'euros au 1er janvier 2020.

Les capitaux propres consolidés passent de 28 millions d'euros au 1^{er} janvier 2020 à 16,3 millions d'euros à fin juin 2020, la diminution correspondant essentiellement au résultat déficitaire du premier semestre 2020.

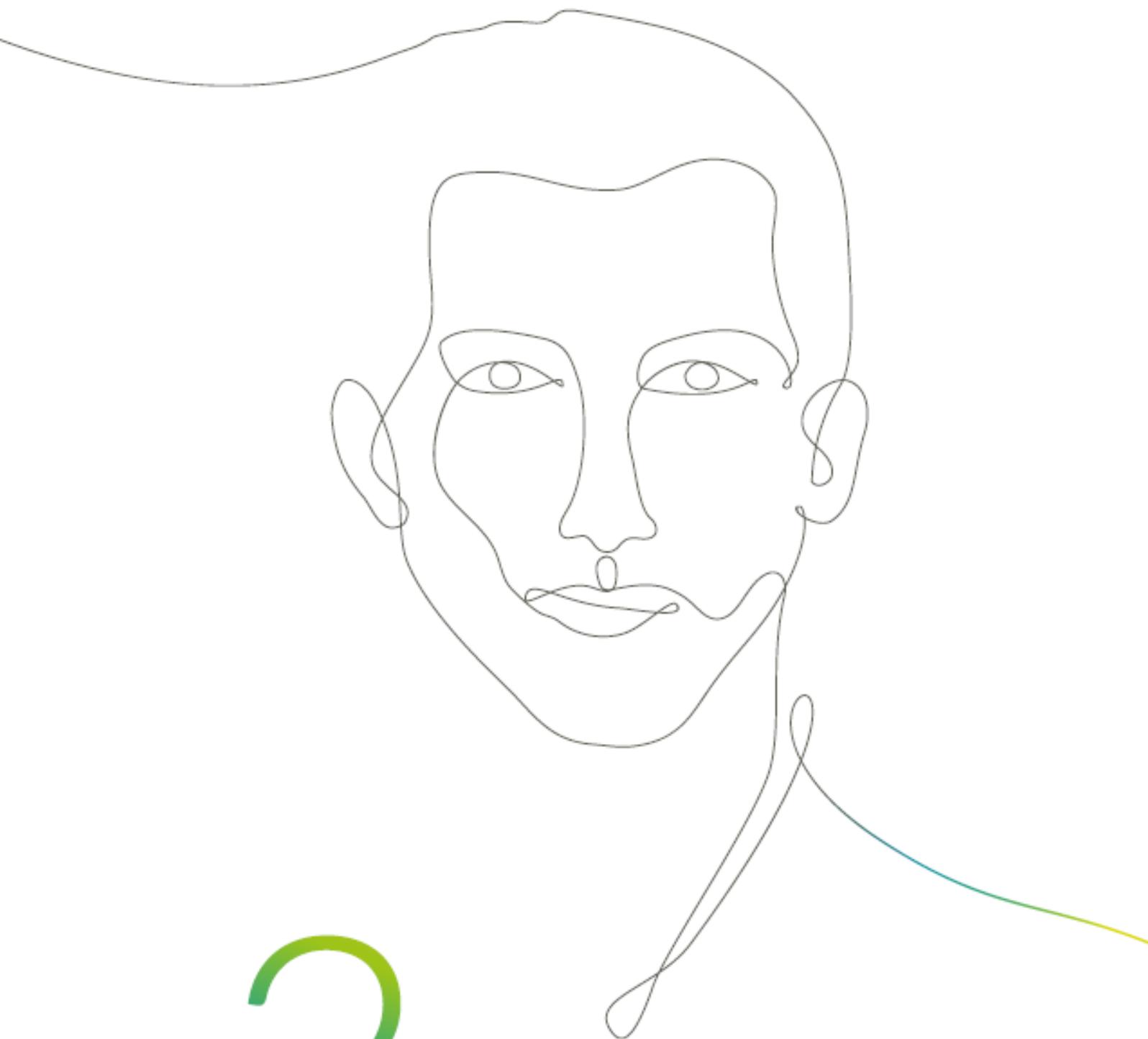
Les dettes financières au 30 juin 2020 s'élèvent à 21 millions d'euros, en diminution nette de 0,2 million d'euros rapport au début d'année. La société a obtenu de ses partenaires bancaires un report de 6 mois de ses échéances d'emprunt et de crédit-bail, en adéquation avec les mesures prises le secteur bancaire dans le contexte de l'épidémie de COVID-19. L'impact positif sur la trésorerie de la Société à fin juin 2020 s'élève à 0,4 million d'euros.

1.5 Risques et incertitudes concernant l'activité de la Société pour le deuxième semestre de l'exercice

Les facteurs de risques affectant la Société sont présentés au paragraphe 1.4 du document d'enregistrement universel relatif aux comptes clos le 31 décembre 2019 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF ») le 22 avril 2020. Les principaux risques et incertitudes auxquels la Société pourrait être confrontée dans les six mois restants de l'exercice sont identiques à ceux présentés dans le document d'enregistrement universel disponible sur le site internet de la Société.

1.6 Relations avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées au cours des périodes sont présentées en note 23 du chapitre 4.1.6.3 du document d'enregistrement universel relatif aux comptes clos le 31 décembre 2019.



2

Etats financiers
semestriels
condensés

Chapitre 2

2 ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONDENSES	15
2.1 Comptes consolidés condensés	15
2.1.1 Bilan consolidé, IFRS	15
2.1.2 Compte de résultat consolidé IFRS	16
2.1.3 Variation des capitaux propres IFRS	17
2.1.4 Tableau de flux de trésorerie IFRS	18
2.1.5 Analyse détaillée du BFR	18
2.2 Méthodes et principes comptables	19
2.2.1 Base de préparation des états financiers	19
2.2.2 Méthodes comptables	19
2.2.3 Utilisation de jugements et d'estimations	20
2.2.4 Principes de consolidation	20
2.3 Notes aux états financiers consolidés semestriels	21

2 ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONDENSES

2.1 Comptes consolidés condensés

2.1.1 Bilan consolidé, IFRS

Actif IFRS

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2020	31/12/2019
Actif courant		40 839	52 218
Stocks		150	181
Clients et comptes rattachés	3	0	360
Impôts différés	2	0	
Autres actifs courants	4	4 835	8 016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	35 854	43 661
Ecarts d'acquisition			
Actif non courant		9 217	9 735
Autres immobilisations incorporelles		58	70
Terrains	1	2 032	2 032
Aménagements de terrain	1	343	363
Bâtiments et constructions	1	3 405	3 511
Matériel de Laboratoire	1	503	579
Autres immobilisations corporelles	1	2 756	3 049
Actifs financiers		121	130
TOTAL ACTIF		50 056	61 953

Passif et capitaux propres IFRS

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2020	31/12/2019
Passif courant		10 904	11 234
Dettes financières court terme	7	2 352	2 637
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9	5 067	5 326
Autres passifs courants	9	3 485	3 271
Passif non courant		22 826	22 680
Dettes financières long terme	7	18 600	18 518
Provisions à long terme	8	3 360	3 122
Autres passifs non courants		867	1 040
Capitaux propres	6	16 326	28 040
Capital social		698	696
Prime d'émission		78 691	78 788
Ecart de conversion du groupe		77	3
Réserves - part du groupe		(51 204)	(32 844)
Résultat - part du groupe		(11 936)	(18 603)
TOTAL PASSIF		50 056	61 953

2.1.2 Compte de résultat consolidé IFRS

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2020 (6 mois)	30/06/2019 (6 mois)
Produits opérationnels		3 572	4 754
Chiffre d'affaires	11	622	1 710
Subvention, crédit d'impôt recherche, et autres	12	2 950	3 044
Charges d'exploitation hors dotations et reprises	13-14	(14 066)	(17 594)
Dotations et reprises d'amortissements et provisions	15	(647)	(548)
RESULTAT OPERATIONNEL	10	(11 140)	(13 388)
Produits financiers		111	491
Charges financières		(884)	(87)
RESULTAT FINANCIER	16	(773)	404
RESULTAT AVANT IMPÔT		(11 913)	(12 984)
Charge d'impôt		(23)	(9)
RESULTAT NET		(11 936)	(12 994)
Résultat de base par action (€)	17	(1,7)	(1,9)
Résultat dilué par action (€)		(1,7)	(1,9)
RESULTAT NET PART DU GROUPE		(11 936)	(12 994)
Ecart actuariels sur IFC		0	(556)
Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :		0	(556)
RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE		(11 936)	(13 549)

2.1.3 Variation des capitaux propres IFRS

<i>En milliers d'euros</i>	Nombre d'actions	Montants	Primes liées au capital	Réserves	Autres éléments du résultat global (OCI)	Résultat de la période	Total Capitaux Propres
SOLDE AU 31/12/2019	6 960 069	696	78 788	(31 584)	(1 257)	(18 603)	28 040
Résultat de l'exercice 2020						(11 936)	11 936
Gains et (pertes) actuariels sur avantages au personnel							
Ecart de conversion							
Résultat global de la période						(11 936)	(11 936)
Affectation du résultat 2019				(18 603)		18 603	
Augmentation de capital							
Frais d'augmentation de capital							
Emission d'actions gratuites et exercice d'instruments de capitaux propres (BSA/BSPCE)	16 385	2	(2)				0
Paiement fondé sur des actions					230		230
Contrat de liquidité - neutralisation des actions propres			(95)	86			(9)
Autres				2			2
Total des relations avec les actionnaires	16 385	2	(97)	(18 285)		18 603	223
SOLDE AU 30/06/2020	6 976 454	698	78 691	(49 870)	(1 257)	(11 936)	16 326

2.1.4 Tableau de flux de trésorerie IFRS

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020 (6 mois)	30/06/2019 (6 mois)
Résultat net	(11 936)	(12 994)
Dotation nette aux amortissements & provisions (hors actif circulant)	672	521
Plus ou moins-value de cession d'actifs immobilisés	(0)	10
Charges et produits calculés	1 013	316
Impôts versés	0	0
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	(10 251)	(12 146)
Coût de l'endettement financier net	(785)	413
Variation des produits constatés d'avance	(520)	(1 703)
Variation du BFR	3 878	(5 122)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE	(7 677)	(18 558)
Acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles	(166)	(1 514)
Cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles	0	0
Acquisitions d'actifs financiers non courants	0	(35)
Cession d'actifs financiers non courants	0	0
Autres flux liés aux opérations d'investissement	0	0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(166)	(1 549)
Augmentation de capital	0	0
Nouveaux emprunts et avances remboursables	383	1 351
Remboursements d'emprunts et d'avances remboursables	(346)	(394)
Autres flux liés aux opérations de financement	0	0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	37	956
VARIATION DE LA TRESORIE NETTE	(7 807)	(19 151)
Trésorerie d'ouverture	43 661	39 841
Trésorerie de clôture	35 854	20 690

2.1.5 Analyse détaillée du BFR

<i>En milliers d'euros</i>	Variation 2020 / 2019
Stock	(31)
Clients et comptes rattachés	(360)
Autres créances et avances	(2 855)
Charges constatées d'avance / autres créances	(330)
Fournisseurs et comptes rattachés	255
Autres dettes	(555)
VARIATION DU BFR	(3 878)

Composantes de la trésorerie nette consolidée analysée par nature et rapprochement avec le bilan :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Valeurs mobilières de placement (échéance < 3 mois)	4 116	4 120
Disponibilités	31 738	39 541
TRESORERIE NETTE	35 854	43 661

2.2 Méthodes et principes comptables

2

2.2.1 Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés résumés du premier semestre 2020, arrêtés par le conseil d'administration du 20 juillet 2020 ont été préparés en conformité avec la norme internationale IAS34, « Information financière intermédiaire » du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne. Les principes comptables appliqués aux comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2020 sont identiques à ceux retenus au 31 décembre 2019 tels que décrits dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2019 et présentés au paragraphe 4.1.6. du document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 22 avril 2020.

La possibilité d'anticiper l'encaissement du crédit d'impôt recherche et de reprioriser les dépenses opérationnelles, si cela s'avérait nécessaire, permet à la Société de financer un plan opérationnel redéfini et ainsi de respecter ses engagements financiers au moins sur les 12 prochains mois. L'hypothèse de la continuité d'exploitation a ainsi été retenue.

2.2.2 Méthodes comptables

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés IFRS annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2019, à l'exception de l'application des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne, d'application obligatoire pour la Société au 1er janvier 2020 :

Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1er janvier 2020

- IFRS 16 - Contrats de location
- IFRIC 23 - Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat
- Amendements à IFRS 9 - Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative
- Amendements à IAS 28 - Intérêts à long terme dans une entreprise associée ou une coentreprise
- Améliorations annuelles des IFRS (cycle 2015-2017)
- Amendements à IFRS 3 - Regroupements d'entreprises & IFRS 11 Partenariats
- Amendements à IAS 12 - Impôts sur le résultat
- Amendements à IAS 23 - Coûts d'emprunt
- Amendements à IAS 1 et IAS 8 - Définition du terme « significatif »
- Amendements à IAS 39, IFRS 7 et IFRS 9 - Taux d'intérêts de référence

Ces nouveaux textes adoptés par l'Union Européenne n'ont pas eu d'incidence significative sur les états financiers de la Société.

Normes, amendements de normes et interprétations non encore adoptés par la Société

Normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union Européenne mais non encore obligatoires pour les comptes semestriels 2020

- Néant

Normes et interprétations publiées par l'IASB et non encore adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2020

- IFRS 17 - Contrats d'assurances
- Amendements à IFRS 3 - Définition d'une entreprise
- Amendements à IFRS 4 - Contrats d'assurance
- Amendements à IFRS 16 - Contrats de locations

La Société est actuellement en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes et n'anticipe pas d'impact significatif sur ses états financiers.

2.2.3 Utilisation de jugements et d'estimations

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, des estimations, des jugements et des hypothèses ont été faites par la Direction de la Société ; elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations sont basées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes que ceux appliqués lors de l'élaboration des états financiers clos le 31 décembre 2019. Ces hypothèses relèvent notamment d'IFRS 2 (« paiement fondé sur des actions ») et d'IFRS 15 (« Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients »).

2.2.4 Principes de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent, par intégration globale, les comptes de toutes les filiales dont Adocia détient directement ou indirectement le contrôle. Le contrôle est apprécié, conformément à IFRS10, sur la base de trois critères : le pouvoir, l'exposition aux rendements variables et le lien entre pouvoir et ces rendements.

En mars 2015, la Société a créé une filiale dénommée Adocia Inc. détenue à 100% et consolidée à fin juin 2020 par intégration globale.

L'entrée de la filiale Adocia Inc. dans le périmètre de consolidation est effective à la date de création. Ses produits et charges sont enregistrés dans le compte de résultat consolidé à compter de la date de création.

Toutes les transactions entre la filiale Adocia Inc. et la Société ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

Les états financiers de la Société sont établis en euros qui est la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle de la Société mère et de sa filiale.

La méthode utilisée par la Société est celle du taux de clôture. Elle consiste ainsi à convertir les postes du bilan au taux de clôture et les éléments du résultat au taux moyen de l'exercice ; les écarts de conversion constatés, tant sur les éléments du bilan d'ouverture que sur le résultat, sont portés dans les capitaux propres au poste « Ecart de conversion ».

2.3 Notes aux états financiers consolidés semestriels

NOTE 1	Immobilisations corporelles
NOTE 2	Compléments d'information relatifs aux impôts différés
NOTE 3	Créances clients
NOTE 4	Autres actifs courants
NOTE 5	Classement et juste valeur des actifs financiers
NOTE 6	Capitaux propres
NOTE 7	Dettes financières
NOTE 8	Provisions
NOTE 9	Fournisseurs et autres passifs courants
NOTE 10	Résultat opérationnel
NOTE 11	Chiffre d'affaires
NOTE 12	Autres revenus
NOTE 13	Autres achats et charges externes
NOTE 14	Charges de personnel
NOTE 15	Amortissements et pertes de valeur
NOTE 16	Résultat financier
NOTE 17	Résultat par action
NOTE 18	Parties liées et rémunération des mandataires sociaux
NOTE 19	Engagements hors bilan
NOTE 20	Impacts liés à la pandémie de COVID-19

NOTE 1 Immobilisations corporelles

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	Acquisition / Dotation	Cession / Reprise	30/06/2020
Terrain	2 032			2 032
Aménagement de terrain	409			409
Construction	4 276			4 276
Matériel de laboratoire	3 550	134	(58)	3 627
Agencement et installations	3 755	9	(28)	3 736
Mobilier Matériel de bureau	1 558	19	(8)	1 569
VALEUR COMPTABLE BRUTE	15 580	163	(94)	15 648
Terrain	0			0
Aménagement de terrain	46	20		66
Construction	764	107		871
Matériel de laboratoire	2 972	210	(58)	3 124
Agencement et installations	1 134	189		1 324
Mobilier Matériel de bureau	1 125	104	(8)	1 220
AMORTISSEMENT ET DEPRECIATION	6 040	631	(66)	6 605
Terrain	2 032	0	0	2 032
Aménagement de terrain	363	(20)	0	343
Construction	3 511	(107)	0	3 405
Matériel de laboratoire	579	(76)	0	503
Agencement et installations	2 619	(181)	(28)	2 410
Mobilier Matériel de bureau	431	(84)	(0)	346
VALEUR COMPTABLE NETTE	9 535	(468)	(28)	9 038

Les immobilisations corporelles nettes diminuent de 0,5 million d'euros entre décembre 2019 et juin 2020. Cette diminution reflète l'amortissement des immobilisations de la période ainsi qu'un faible niveau d'investissement pendant les six premiers mois de l'année 2020.

NOTE 2 Compléments d'information relatifs aux impôts différés

La Société n'est pas en mesure de déterminer de façon suffisamment fiable à quel horizon elle pourra résorber son déficit cumulé. Dès lors, aucun actif d'impôt différé relatif à ces déficits n'a été reconnu.

Pour rappel, le montant des déficits fiscaux reportable au 30 juin 2020, s'élève à 136,4 millions d'euros. Ce report déficitaire n'est pas limité dans le temps.

NOTE 3 Créances clients

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Créances clients brutes	0	360
Dépréciation		
VALEUR NETTE TOTALE	0	360

NOTE 4 Autres actifs courants

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Crédit d'impôt recherche	2 950	5 861
Créances de TVA	685	791
Fournisseurs débiteurs	550	519
Charges constatées d'avance	465	795
Divers	186	49
VALEUR NETTE TOTALE	4 835	8 016

L'intégralité des autres actifs courants a une échéance inférieure à un an.

La Société bénéficie du crédit d'impôt recherche depuis sa création. Elle comptabilise ainsi en créance en fin de période le montant du crédit d'impôt calculé sur les dépenses éligibles de la période en cours. Au 30 juin 2020, la créance de Crédit d'Impôt Recherche (CIR) calculée sur les dépenses de recherche et développement encourus au premier semestre 2020 s'élève à 3 millions d'euros. Le CIR 2019, d'un montant de 5,9 millions d'euros, a été encaissé en avril 2020. Cet encaissement est intervenu plus tôt que les années précédentes, suite aux mesures gouvernementales liées à l'épidémie de COVID-19.

Les charges constatées d'avance se rapportent à des dépenses courantes.

Le poste « Divers » comprend les créances sociales et autres créditeurs divers.

Note 5 Classement et juste valeur des actifs financiers

Les seuls actifs financiers à la juste valeur sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, composés de FCP, comptes à terme cotés sur un marché actif et compte rémunéré : ils constituent ainsi des actifs financiers à la juste valeur de niveau 1.

Note 6 Capitaux propres

Afin de faciliter la lecture entre les périodes, le nombre d'actions a été retraité pour tenir compte de la décision prise par l'Assemblée générale du 24 octobre 2011 de diviser par 10 la valeur nominale des actions composant le capital social et d'attribuer 10 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune pour une action d'une valeur nominale de 1 euro anciennement détenue.

Capital social

La Société a été créée le 22 décembre 2005. Le capital de l'intégralité des actions émises a été libéré. La société détient des actions propres dans le cadre de son contrat de liquidité.

Suite à l'introduction en bourse, les actions de préférence ont été converties en actions ordinaires et les BSA Ratchet sont devenus caduques. Le tableau ci-dessous présente l'évolution du capital de la Société sur la période.

	Nombre d'actions (*)	dont actions ordinaires	dont actions de préférence - cat. A	dont actions de préférence - cat. B	Nominal (Euros)
AU 1er JANVIER 2007	140 000			140 000	1 400 000
19/10/2007 - Augmentation de capital	93 339		93 339		933 390
20/12/2007 - Augmentation de capital	46 668		46 668		466 680
22/10/2009 - Réduction de valeur nominal					(2 520 063)
22/10/2009 - Augmentation de capital	119 007		119 007		119 007
20/01/2010 - Emission d'actions gratuites	1 050	1 050			1 050
06/04/2010 - Augmentation de capital	5 424		5 424		5 424
06/06/2010 - Emission d'actions gratuites	140	140			140
18/06/2010 - Augmentation de capital	1 283		1 283		1 283
10/12/2010 - Augmentation de capital	37 630		37 630		37 630
04/03/2011 - Emission d'actions gratuites	1 050	1 050			1 050

Etats financiers semestriels condensés

	Nombre d'actions (*)	dont actions ordinaires	dont actions de préférence - cat. A	dont actions de préférence - cat. B	Nominal (Euros)
17/06/2011 - Emission d'actions gratuites	140	140			140
24/10/2011 - Réduction de valeur nominal et augmentation nbre d'actions	4 011 579	21 420	2 730 159	1 260 000	0
15/12/2011 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
14/02/2012 - Emission d'actions IPO	1 592 798	1 592 798			159 280
14/02/2012 - Conversion des actions de préférence en actions ordinaires		4 433 510	(3 033 510)	(1 400 000)	0
07/03/2012 - Emission d'actions gratuites	10 500	10 500			1 050
17/03/2012 - Emission d'actions IPO	130 268	130 268			13 027
15/06/2012 - Emission d'actions gratuites	2 800	2 800			280
19/12/2012 - Emission d'actions gratuites	2 800	2 800			280
26/03/2013 - Emission d'actions gratuites	8 400	8 400			840
18/06/2013 - Emission d'actions gratuites	2 800	2 800			280
13/12/2013 - Emission d'actions gratuites	2 800	2 800			280
02/04/2014 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
07/12/2014 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
15/12/2014 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
12/02/2015 - Exercice de BSA	700	700			70
03/03/2015 - Exercice de BSPCE	700	700			70
27/03/2015 - Exercice de BSPCE	1 400	1 400			140
31/03/2015 - Augmentation capital via placement privé	621 887	621 887			62 189
31/03/2015 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
28/07/2015 - Exercice de BSPCE	2 800	2 800			280
16/12/2015 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
21/06/2016 - Exercice de BSPCE	700	700			70
13/12/2016 - Emission d'actions gratuites	12 700	12 700			1 270
27/06/2017 - Emission d'actions gratuites	2 000	2 000			200
10/12/2017 - Emission d'actions gratuites	36 290	36 290			3 629
13/12/2017 - Emission d'actions gratuites	10 000	10 000			1 000
16/12/2017 - Emission d'actions gratuites	2 700	2 700			270
15/03/2018 - Emission d'actions gratuites	6 000	6 000			600
04/06/2018 - Exercice de stock options	91	91			9
13/12/2018 - Emission d'actions gratuites	9 325	9 325			933
14/12/2018 - Emission d'actions gratuites	2 375	2 375			238
16/12/2018 - Emission d'actions gratuites	2 700	2 700			270
08/02/2019 - Emission d'actions gratuites	675	675			68
15/03/2019 - Emission d'actions gratuites	2 000	2 000			200
17/05/2019 - Emission d'actions gratuites	5 400	5 400			540
25/09/2019 - Emission d'actions gratuites	1 400	1 400			140
03/10/2019 - Emission d'actions gratuites	5 000	5 000			500
05/12/2019 - Emission d'actions gratuites	2 900	2 900			290
13/12/2019 - Emission d'actions gratuites	6 375	6 375			638
14/12/2019 - Emission d'actions gratuites	2 375	2 375			238
16/12/2019 - Emission d'actions gratuites	2 700	2 700			270
08/02/2020 - Emission d'actions gratuites	225	225			23
16/03/2020 - Emission d'actions gratuites	2 000	2 000			200
17/05/2020 - Emission d'actions gratuites	14 160	14 160			1 416
AU 30 JUIN 2020	6 976 454	6 976 454	0	0	697 645

Bons de souscription d'actions

Des options sur actions ont été attribuées (i) à certains salariés et dirigeants sous formes de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (« BSPCE ») et sous forme de stock-options (« SO ») (ii) à deux administrateurs indépendants du conseil d'administration sous forme de bons de souscription d'actions (« BSA ») et (iii) à des consultants scientifiques sous forme de bons de souscription d'actions (« BSA »).

Les principales caractéristiques de ces plans de rémunération en actions sont détaillées dans le paragraphe 5.1.5 du document d'enregistrement universel 2019.

Les charges d'exploitation relatives aux plans d'options sur actions sont calculées sur la base d'un modèle Black & Scholes. Les paramètres retenus sont les suivants :

- la volatilité tient compte à la fois de la volatilité historique constatée sur le marché de l'action et observée sur une période glissante de cinq ans, et de la volatilité implicite telle que mesurée par le marché des options. Les périodes correspondant à une volatilité anormale sont exclues des observations ;
- le taux d'intérêt sans risque retenu est le taux des emprunts d'État à long terme

Le coût des services rendus est comptabilisé en charge sur la période d'acquisition des droits. La charge s'est élevée à 0,02 million d'euros au 30 juin 2020 contre 0,12 million sur le premier semestre 2019.

Le tableau ci-dessous reprend les principales caractéristiques des plans de paiement donnant droit à des options sur les actions :

Nature du plan	Bénéficiaires	Conditions de performance	Période d'acquisition des options	Prix d'exercice (euros)
BSPCE 2013 N°1	Salariés	Non	jusqu'au 1er janvier 2018	5,76
BSPCE 2013 N°2	Salariés	Non	jusqu'au 1er janvier 2018	5,76
BSA 2013	Administrateurs indépendants	Non	jusqu'au 1er janvier 2016	5,88
BSPCE 2014 N°1	Salariés	Non	jusqu'au 1er janvier 2018	34,99
BSPCE 2014 N°2	Salariés	Non	jusqu'au 1er janvier 2019	34,99
BSPCE 2014	Salariés et Dirigeants	Oui	dès réalisation des conditions de performance	34,99
SO 2015 N°1	Salariés	Non	jusqu'au 1er janvier 2019	55,64
SO 2015 N°2	Salariés	Non	jusqu'au 1er janvier 2020	71,12
BSPCE 2015	Dirigeant	Oui	dès réalisation des conditions de performance	74,60
BSPCE 2016	Dirigeant	Oui	dès réalisation des conditions de performance	61,73
BSA 2017	Consultant	Oui	dès réalisation des conditions de performance	20,65
SO 2017 N°1	Salarié	Non	jusqu'au 1er janvier 2020	18,00
SO 2017 N°2	Salarié	Non	jusqu'au 1er janvier 2021	19,00
BSPCE 2017	Dirigeant	Oui	dès réalisation des conditions de performance	16,00
SO 2018	Salariés	Non	jusqu'au 2 mai 2022	17,00
BSA IPF 2019 - Tranche A	IPF Partners	Non	immédiate au 11 octobre 2019	8,57
BSA IPF 2019 - Tranche B	IPF Partners	Non	immédiate au 10 décembre 2019	8,57
SO 2019	Salariés	Non	jusqu'au 10 décembre 2021	8,00

Les quantités d'options attribuées sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Nature du plan	Options émises	Options caduques	Options exercées	Options exerçables	Options non exerçables	Valorisation initiale (en milliers d'euros)
BSPCE 2013 N°1	28 000		4 900	23 100		107
BSPCE 2013 N°2	22 400	2 100	700	19 600		85
BSA 2013	20 000			20 000		69
BSPCE 2014 N°1	14 000	2 800		11 200		429

Etats financiers semestriels condensés

BSPCE 2014 N°2	5 600	5 600				172
BSPCE 2014	100 000	35 000		65 000		3 063
SO 2015 N°1	20 000	20 000				732
SO 2015 N°2	4 000	4 000				201
BSPCE 2015	40 000			40 000		2 220
BSPCE 2016	40 000	16 000		24 000		1 238
BSA 2017	40 000			15 000	25 000	307
SO 2017 N°1	13 000			9 750	3 250	375
SO 2017 N°2	40 000	39 909	91			375
BSPCE 2017	150 000	50 000		50 000	50 000	579
SO 2018	23 000	3 000		12 000	8 000	217
BSA IPF 2019 - Tranche A (*)	131 271			131 271		478
BSA IPF 2019 - Tranche B (*)	131 271			131 271		442
SO 2019	2 000	1 000			2 000	8
TOTAL	824 542	179 409	5 691	552 192	88 250	11 096

Actions gratuites

Des actions gratuites ont été attribuées à certains salariés et/ou dirigeants de la Société depuis 2008. Les quantités attribuées sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Nom du plan	Attributions initiales	Attributions caduques	Attributions définitives	Attributions en cours
Plan 2008 N°1	42 000	2 100	39 900	
Plan 2008 N°2	5 600		5 600	
Plan 2009	5 600		5 600	
Plan 2010 N°1	5 600		5 600	
Plan 2010 N°1	5 600		5 600	
Plan 2015 N°1 - 10 ans	39 150	2 860	36 290	
Plan 2015 N°2.1	5 000		5 000	
Plan 2015 N°2.2	12 600	1 800	10 800	
Plan 2015 Dirigeant	5 000		5 000	
Plan 2016 Dirigeant	20 000	8 000	12 000	
Plan 2016 N°2	40 000	3 525	30 700	5 775
Plan 2017	9 500	450	4 750	4 300
Plan 2018 N°1	2 700	1 350	900	450
Plan 2018 N°2	19 050	2 290	16 760	
Plan 2018 N°3	5 600	2 800	2 800	
Plan 2018 N°4	5 600		1 400	4 200
Plan 2018 N°5	11 600	675	2 900	8 025
Plan 2019 N°1	3 600			3 600
Plan 2019 N°2	33 300	2 200		31 100
Plan 2019 N°3	7 300			7 300
Plan 2020 N°1	9 600	6 000		3 600
TOTAL	294 000	34 050	191 600	68 350

Etats financiers semestriels condensés

Les mouvements sur les actions gratuites s'analysent comme suit :

<i>En nombre d'actions</i>	Exercice 2020 (6 mois)	Exercice 2019 (12 mois)
Attributions en cours au 1er janvier	89 770	75 695
Nouvelles attributions	9 600	44 200
Attributions devenues définitives	16 385	28 825
Attributions devenues caduques	14 635	1 300
ATTRIBUTIONS EN COURS EN FIN DE PERIODE	68 350	89 770

Le coût des services rendus est comptabilisé en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits. La charge s'est élevée à 0,2 million d'euros sur le premier semestre 2020 contre 0,3 million d'euros sur la même période en 2019.

Dividendes

Il n'y a eu aucune décision de distribution de dividendes au cours du premier semestre 2020.

Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et de soutenir le développement futur de l'activité.

Adocia a conclu un contrat de liquidité avec Kepler Capital Market le 19 mai 2014 suite à la résiliation d'un précédent contrat confié à DSF Markets. Adocia a alloué à ce nouveau contrat 15 026 titres Adocia et 300 000 euros en espèces.

Conformément aux termes du contrat de liquidité, la Société a décidé le 10 février 2015 de procéder à une reprise partielle des moyens affectés à ce contrat à hauteur d'un montant de 700 000 euros. Les moyens mis à disposition dans le cadre du contrat de liquidité confié à Kepler Capital Markets S.A ont été augmentés de 200 000 euros le 10 septembre 2015, puis de 250 000 euros le 12 février 2018.

Au cours de l'exercice 2020, le programme de rachat d'actions a été utilisé exclusivement dans le cadre du contrat de liquidité répondant à l'objectif d'animation et de liquidité des titres de la Société.

Au 30 juin 2020, la Société détenait dans le cadre de ce contrat 32 541 actions ainsi que 83 332,92 euros au crédit du compte de liquidité.

Note 7 Dettes financières

Les dettes financières comprennent les emprunts bancaires et obligataires ainsi que des avances remboursables.

Des emprunts bancaires ont été contractés en 2016 pour 5,5 millions d'euros, afin de financer l'acquisition du bâtiment dans lequel se situent le centre de recherche et le siège social de la Société. Une enveloppe complémentaire de 0,3 million d'euros a été débloquée en 2017.

Entre mars et mai 2019, la Société a contracté un nouvel emprunt de 1,2 million d'euros pour financer l'aménagement de deux plateaux de 450 m² destinés au service d'analyse, l'un composé de bureaux, l'autre de laboratoires.

Ces emprunts, au même titre que les contrats de crédit-bail souscrits par la Société, ont fait l'objet en 2020 d'un report des échéances pour une période de 6 mois, à la suite des mesures prises le secteur bancaire pour accompagner les entreprises dans le contexte de l'épidémie de COVID-19.

En 2019, la Société a également souscrit **un emprunt obligataire**, avec des bons de souscription (BSA) rattachés, d'un montant total de 15 millions d'euros auprès d'IPF Partners, via deux tranches de 7,5 millions d'euros chacune, respectivement les 11 octobre 2019 et 10 décembre 2019.

Le prix d'exercice des BSA est fixé contractuellement à 8,57 euros. Il peut toutefois être revu à la baisse dans le cas d'une nouvelle émission d'actions à un prix inférieur.

La valorisation de ces BSA, à la date de souscription a été confiée à un actuaire indépendant. Compte tenu de cette valorisation et des frais engagés par la Société en lien direct avec cet emprunt obligataire, un calcul de taux d'intérêt effectif (TIE) a été réalisé et sera utilisé, à chaque clôture comptable, pour actualiser le montant de la dette reconnue dans les comptes consolidés de la Société.

Etats financiers semestriels condensés

Fin juin 2020, le montant total des **dettes financières** s'élève à 21 millions d'euros dont 18,6 millions d'euros à long terme.

Au 30 juin 2020, la classification en courant et non courant est la suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	Courant	Non courant	Total	Dont concours bancaires
Avances remboursables	515	0	515	
Emprunts bancaires	470	4 775	5 246	
Emprunt IPF	317	13 727	14 044	
Juste valeur des BSA accordés à IPF	890		890	
Autres dettes financières	159	98	257	
TOTAL DETTES FINANCIERES	2 352	18 600	20 952	0

Ci-après, le détail des octrois et remboursements d'avances pour le premier semestre 2020 :

<i>En milliers d'euros</i>	Montant	Coût historique
VALEUR AU 31 DECEMBRE 2019	511	520
Part à long terme	0	
Part à court terme	511	
Octroi de l'exercice		
Remboursement de l'exercice		
Actualisation sur octroi de l'exercice		
Charges financières	5	
VALEUR AU 30 JUIN 2020	515	520 (*)
Part à long terme	0	
Part à court terme	515	

<i>(*) en milliers d'euros</i>	30/06/2020	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Avance Insuline (2012)	520	520		
TOTAL	520	520		

En 2015, la Société a fait le constat de fin de programme et a procédé aux remboursements prévus en cas d'échec technique et commercial du programme sur l'année 2017 et sur l'année 2018. Une expertise mandatée par Bpifrance est prévue sur l'année 2020 et devrait permettre de clôturer ce dossier d'ici la fin de l'année.

Note 8 Provisions

<i>En milliers d'euros</i>	Avantages au personnel	Autres provisions LT	Provisions pour risques et charges - part à moins d'un an	TOTAL
VALEUR AU 31 DECEMBRE 2019	3 122	0	0	3 122
Dotations	237			237
Reprise avec utilisation				0
Reprises sans utilisation				0
VALEUR AU 30 JUIN 2020	3 360	0	0	3 360

Etats financiers semestriels condensés

Les provisions sont constituées principalement de la provision pour indemnités de départ à la retraite. Elle a été estimée sur la base des dispositions prévues par la convention collective applicable, à savoir la convention collective 176. Cette provision a augmenté sur les six premiers mois de 2020 à hauteur de 0,2 million d'euros.

Note 9 Fournisseurs et autres passifs courants

Les passifs courants de la Société s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Fournisseurs	5 067	5 326
Comptes auxiliaires fournisseurs	1 680	2 645
Factures non parvenues	3 387	2 681
Autres passifs courants	3 485	3 271
Dettes fiscales et sociales	2 989	2 420
Autres dettes	14	23
Produits constatés d'avance	482	829
TOTAL PASSIFS COURANTS D'EXPLOITATION	8 552	8 597

L'intégralité des dettes fournisseurs et des autres passifs courants a une échéance à moins d'un an.

Le poste « dettes fiscales et sociales » comprend les rémunérations dues, les dettes auprès des organismes sociaux et autres dettes fiscales et sociales.

Les passifs courants d'exploitation s'élèvent à 8,6 millions d'euros au 30 juin 2020, à un niveau stable par rapport au 31 décembre 2019.

Les dépenses relatives aux « fournisseurs factures non parvenues » se rapportent à des dépenses courantes.

Note 10 Résultat opérationnel

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2020 (6 mois)	30/06/2019 (6 mois)
Produits opérationnels		3 572	4 754
Contrats de recherche et revenus de licences	11	622	1 710
Subvention, crédit d'impôt recherche, et autres	12	2 950	3 044
Charges opérationnelles		(14 713)	(18 142)
Achats consommés		(677)	(786)
Charges de personnel	14	(6 442)	(6 699)
Charges externes	13	(6 802)	(9 985)
Impôts et taxes		(145)	(123)
Dotations aux amortissements & provisions	15	(647)	(548)
RESULTAT OPERATIONNEL		(11 140)	(13 388)

Répartition des charges par destination :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020 (6 mois)	30/06/2019 (6 mois)
Dépenses de recherche et de développement	(11 630)	(12 322)
Frais généraux	(3 083)	(5 820)
CHARGES OPERATIONNELLES COURANTES	(14 713)	(18 142)

Etats financiers semestriels condensés

Les frais de recherche et de développement se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020 (6 mois)	30/06/2019 (6 mois)
Achats consommés	(677)	(786)
Charges de personnel	(4 530)	(4 319)
Paiements en actions	(212)	(283)
Charges externes	(5 631)	(6 478)
Impôts et taxes	(70)	(48)
Dotations aux amortissements et provisions	(510)	(407)
CHARGES OPERATIONNELLES	(11 630)	(12 322)

Note 11 Chiffre d'affaires

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020 (6 mois)	30/06/2019 (6 mois)
Contrat de recherche et de collaboration	0	0
Revenues des licences	622	1 710
CHIFFRE D'AFFAIRES	622	1 710

Sur le premier semestre 2020, la Société reconnaît un chiffre d'affaires de 0,6 million d'euros, contre 1,7 million d'euros sur la même période l'an passé, correspondant à une partie du paiement initial de 50 millions de dollars (41,1 millions d'euros), reçu en avril 2018 à la signature des deux contrats de concession de licences avec Tonghua Dongbao. Ces revenus, qui concernent des prestations de recherche et développement fournies par Adocia à Tonghua Dongbao, sont reconnus à l'avancement, conformément à IFRS 15, par comparaison entre les coûts engagés par Adocia et le budget total estimé à date sur la durée du contrat.

La part du paiement initial restant à reconnaître en chiffre d'affaires, au 30 juin 2020, s'élève à 1,3 million d'euros et est comptabilisée en produits constatés d'avance.

Ces contrats portent sur les combinaisons BioChaperone Lispro et BioChaperone Combo en Chine et dans certains territoires.

Ils prévoient que la Société :

- bénéficie de paiements initiaux de 40 millions de dollars (BC Combo) et 10 millions de dollars (BC Lispro), rémunérant les licences et les droits exclusifs accordés à Tonghua Dongbao ainsi que le transfert de savoir-faire et des services associés,
- pourrait bénéficier du remboursement de certains frais de recherche et développement engagés à la demande de Tonghua Dongbao pendant la durée du contrat,
- est éligible à recevoir des paiements d'étape pouvant atteindre 50 millions de dollars pour BC Combo et 35 millions de dollars pour BC Lispro,
- pourrait percevoir des royalties sur les ventes de ces deux produits sur les territoires concernés

Note 12 Autres revenus

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020 (6 mois)	30/06/2019 (6 mois)
Crédit d'impôt recherche	2 950	2 960
Autres	0	84
AUTRES REVENUS	2 950	3 044

Le Crédit d'Impôt Recherche s'élève à 3 millions d'euros au 30 juin 2020, à un niveau stable par rapport au 30 juin 2019.

En 2019, une partie des locaux, dont Adocia est propriétaire, était louée à plusieurs sociétés, conduisant ainsi à des revenus de location à hauteur de 84 milliers d'euros à fin juin 2019, enregistrés sur la ligne « autres » du tableau ci-dessus. A la fin de l'année 2019, les locaux ont été libérés par les locataires et la Société ne perçoit plus de revenus à ce titre.

Note 13 Autres achats et charges externes

Les autres achats et charges externes comprennent principalement les coûts des études précliniques, des essais cliniques, les dépenses de sous-traitance, les coûts de propriété intellectuelle, les honoraires et les frais généraux.

Ces dépenses s'élèvent à 6,8 millions d'euros au 30 juin 2020, en baisse de 3,2 millions d'euros par rapport à la même période en 2019. Cette diminution s'explique à hauteur de :

- 2 millions d'euros en lien avec la fin des procédures juridiques contre Eli Lilly qui avaient impactées le poste honoraire en 2019,
- 0,8 million d'euros de diminution des dépenses externes de R&D (productions de lots cliniques réalisés en 2019 et périodicité des honoraires sur la propriété intellectuelle)
- 0,3 million d'euros sur les dépenses internes, en particulier la diminution des dépenses de voyages et déplacements, lesquels ont été limités par les mesures sanitaires prises dans la quasi-totalité des pays.

Note 14 Charges de personnel

Les charges de personnel se répartissent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020 (6 mois)	30/06/2019 (6 mois)
Salaires et indemnités	4 408	4 434
Charges sociales	1 788	1 801
Paiements fondés sur les actions	245	464
CHARGES DE PERSONNEL	6 442	6 699

	30/06/2020	30/06/2019
Techniciens	60	60
Cadres	72	78
EFFECTIF TOTAL	132	138

Au 30 juin 2020, la Société comptait 50 chercheurs titulaires d'un doctorat en science, médecine ou pharmacie soit près de 40% de l'effectif total. Près de 79% des effectifs sont directement affectés aux opérations de recherche et développement.

Les charges de personnel, hors paiements fondés sur les actions, se sont élevées à 6,2 millions d'euros au 30 juin 2020, à un niveau stable par rapport au 30 juin 2019. Les effectifs moyens sont stables, passant de 132,1 Equivalents Temps Plein (ETP) en 2019 à 133,1 ETP en 2020.

Pour certains salariés qui n'ont pas pu se rendre sur site du fait de l'épidémie de coronavirus et pour qui le télétravail n'était pas envisageable, Adocia a eu recours au chômage partiel. Les montants ont été comptabilisés en diminution des charges de personnel, en normes françaises comme en normes IFRS (l'indemnité n'ayant pas été considérée comme une subvention d'exploitation au regard de IAS20). L'économie de charges de personnel liée au chômage partiel s'élève à 0,2 million d'euros pour le premier semestre 2020.



Note 15 Amortissements et pertes de valeur

Les dotations nettes aux amortissements et aux provisions s'analysent de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020 (6 mois)	30/06/2019 (6 mois)
Amortissements et Provisions sur immobilisations	644	542
Dotations immobilisations corporelles	487	381
Dotations immobilisations incorporelles	13	13
Dotations immobilisations en crédit-bail	145	148
Dotations / Reprises aux Amortissements et Provisions	3	6
Provisions sur actif circulant (dotations)	3	6
AMORTISSEMENT ET PERTE DE VALEUR	647	548

Note 16 Résultat financier

Le coût de l'endettement financier net se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020 (6 mois)	30/06/2019 (6 mois)
Coût de l'endettement financier net	(785)	391
Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie	(4)	469
Intérêts calculés sur emprunts et avances conditionnées	(781)	(78)
Perte et gains de change	26	8
Autres produits et charges financières	(14)	5
RESULTAT FINANCIER	(773)	404

Le résultat financier négatif de 0,8 million d'euros au 30 juin 2020 s'explique principalement par les intérêts générés par l'emprunt obligataire souscrit auprès d'IPF Fund II en octobre 2019. Au 30 juin 2019, le résultat financier positif de 0,4 million d'euros s'expliquait principalement par les intérêts courus accordés par le Tribunal arbitral dans le cadre du premier volet de la procédure d'arbitrage engagée à l'encontre d'Eli Lilly.

Note 17 Résultat par action

	30/06/2020 (6 mois)	30/06/2019 (6 mois)
RESULTAT NET CONSOLIDE (En milliers d'euros)	(11 936)	(12 994)
Nombre moyen d'actions	6 971 689	6 934 269
RESULTAT NET (PERTE) PAR ACTION (en euros)	(1,71)	(1,87)
RESULTAT NET (PERTE) PAR ACTION PLEINEMENT DILUE (en euros)	(1,71)	(1,87)

Note 18 Parties liées et rémunérations des mandataires sociaux

Les principales parties liées sont les principaux dirigeants de la Société, ainsi que ses administrateurs.

Les rémunérations versées aux parties liées sont décrites dans le tableau ci-après.

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2020 (6 mois)	30/06/2019 (6 mois)
Avantage court terme	318	329
Avantages postérieurs à l'emploi	54	54

Etats financiers semestriels condensés

Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paiements fondés sur des actions	(25)	92
TOTAL REMUNERATIONS VERSEES AUX PARTIES LIEES	347	475

Note 19 Engagements hors bilan

Dans le cadre des emprunts souscrits pour l'acquisition du bâtiment et des parkings, la Société a consenti les garanties suivantes :

- une inscription d'un privilège de prêteur de deniers et subrogation dans le privilège de vendeur sur le montant de l'acquisition du bâtiment,
- une hypothèque sur l'enveloppe travaux,
- une hypothèque sur le bâtiment.

Afin de garantir le remboursement des obligations émises par la Société au profit d'IPF Fund II, Adocia a consenti un nantissement sur certains de ses actifs et en particulier :

- un nantissement de droit français des comptes bancaires et des comptes titres de la Société ;
- un nantissement des principaux droits de propriété intellectuelle (Core IP) de la Société enregistrés en France, en Europe, aux USA et en Chine assuré par la conclusion d'un acte de nantissement de brevets de droit français, un acte de nantissement de droit de l'état de New York et un acte de nantissement de droit chinois sur les familles suivantes :
 - Insuline FAST (BC lispro et HinsBet) : WO2014076423
 - Combinaison d'insuline basale, notamment l'insuline glargine, et d'insuline prandiale : WO2019110773
 - Combinaison d'insuline prandiale et de suppresseur de glucagon à effet prandial : WO2019020820
- un nantissement des créances commerciales de la Société assuré pas la conclusion d'un acte de nantissement de Créances de droit français ;

étant précisé que la constitution de sûretés complémentaires pourrait à l'avenir être requise par IPF Fund II, notamment sur les stocks d'une valeur supérieure à 250 000 euros et les droits de propriété intellectuelle développés ou acquis à l'avenir.

Ces sûretés pourront être mises en œuvre par IPF Fund II en cas de défaut de paiement de la Société ou sur demande d'IPF Fund II en cas de survenance de tout cas de défaut stipulé dans le contrat d'émission. La mise en œuvre de ces sûretés entraînerait l'attribution judiciaire, la vente forcée ou, selon le cas, le transfert de propriété de l'actif nanti au profit d'IPF Fund II.

Note 20 Impacts liés à la pandémie de COVID-19

La pandémie de COVID-19 et les mesures de confinement mises en place en France ont perturbé les activités de la Société sur le premier semestre.

Dès le mois de mars 2020, Adocia s'est rapidement organisée pour faire face à la pandémie avec pour priorité de limiter la propagation du virus et d'assurer la sécurité de ses employés, tout en maintenant au mieux la continuité de ses activités de recherche. Ces activités se sont tout d'abord focalisées sur les activités prioritaires au début de la crise sanitaire, puis se sont progressivement intensifiées pour retrouver un rythme normal début mai.

La Société a favorisé le recours au télétravail pour tous les salariés pour lesquels cela était possible. L'ensemble des opérations ont été adaptées, notamment les fonctions supports aux activités de recherche et celles liées aux fonctions administratives. Les salariés qui n'étaient pas présents sur site étaient soit en télétravail, soit en maintien à domicile pour garde d'enfants, soit en chômage partiel (principalement des techniciens de laboratoires ne pouvant travailler à distance).

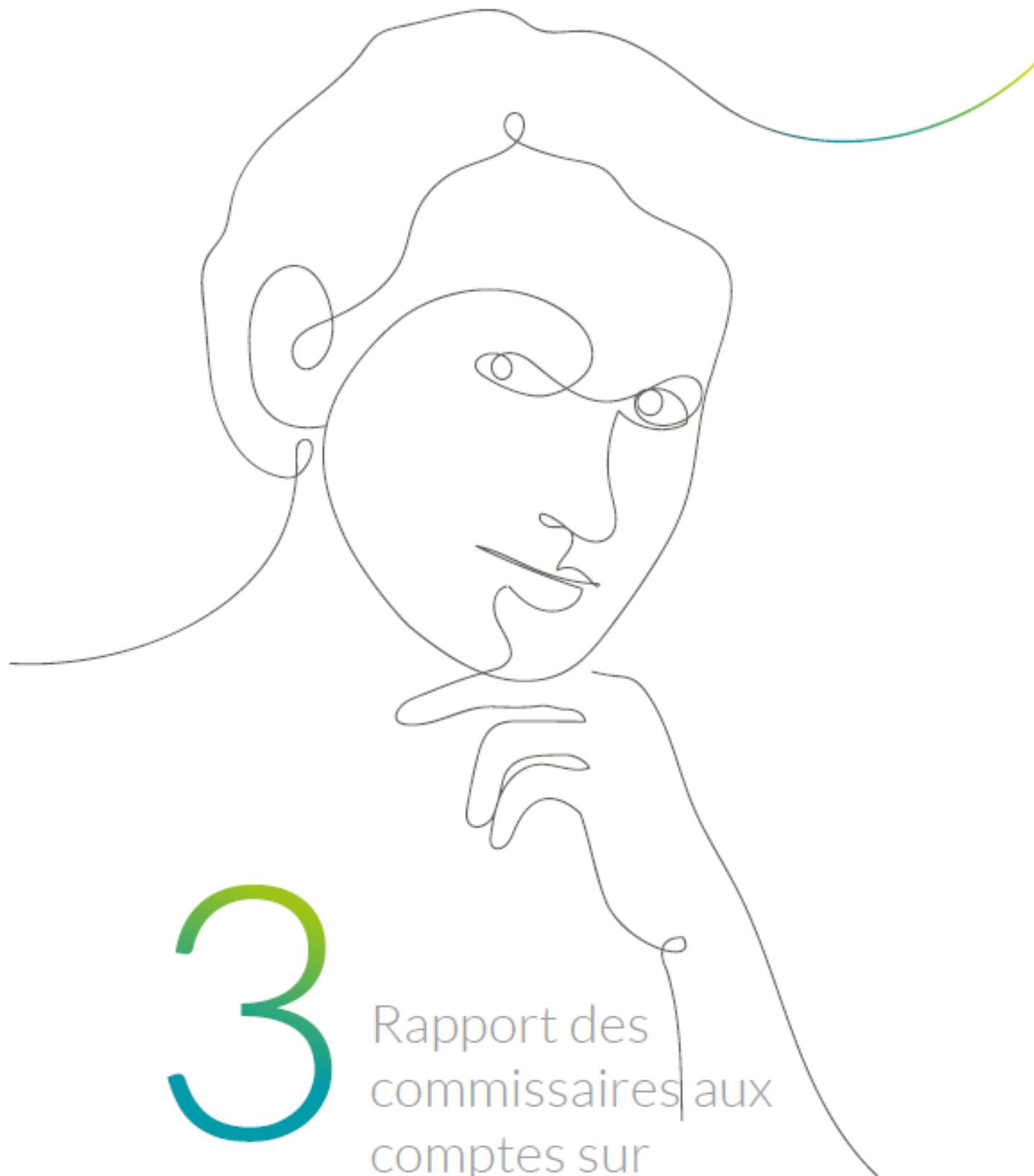
Ainsi, sur le premier semestre 2020, le recours à ces mesures ont généré une économie de 0,2 million d'euros (salaires et charges sociales comprises). La Société a également décalé en juillet le paiement des charges sociales dues en avril, avec un impact de 0,4 million d'euros sur la trésorerie.

Etats financiers semestriels condensés

Par ailleurs, la Société a demandé l'encaissement rapide de son Crédit d'Impôt Recherche 2019 (près de 6 millions d'euros dont l'encaissement est habituellement effectué en septembre 2020) et le report de 6 mois des échéances sur ses prêts bancaires en-cours.

La Société suit attentivement le développement de cette pandémie et, en particulier, ses conséquences éventuelles pour la Société et communiquera au marché toute évolution significative sur le sujet.

2



3

Rapport des
commissaires aux
comptes sur
l'information
financière
semestrielle 2020

ADOCIA



Chapitre 3

3	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2020	37
---	--	----

3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2020

ODICEO

ERNST & YOUNG et Autres

3

Adocia

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020

Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle

ODICEO
115, boulevard de Stalingrad
CS 52038
69616 Villeurbanne cedex
S.A. au capital de € 275 000
430 130 393 R.C.S. Lyon

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Lyon

ERNST & YOUNG et Autres
Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius Vivier Merle
69393 Lyon cedex 03
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

3

Adocia

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Adocia, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration le 20 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 20 juillet 2020 commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Villeurbanne et Lyon, le 21 juillet 2020

Les Commissaires aux Comptes

ODICEO

ERNST & YOUNG et Autres

Agnès Lamoine

Mohamed Mabrouk

3



4

Attestation du
responsable de
l'information

ADOCIA



Chapitre 4

4 ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION

42

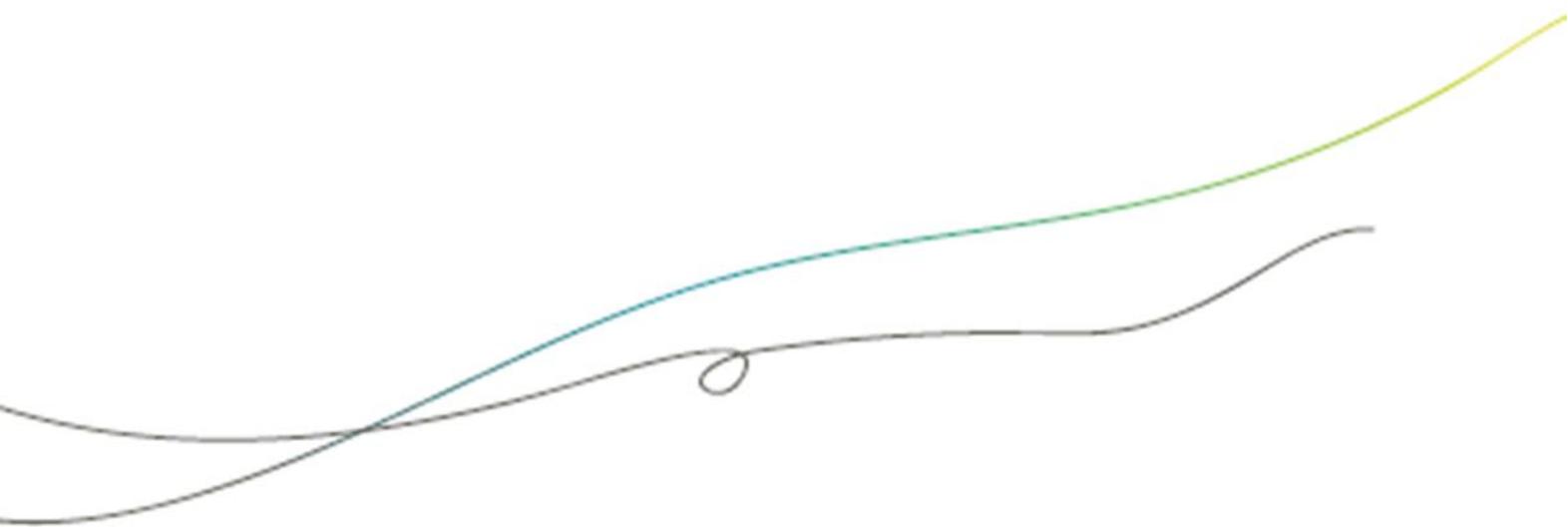
Attestation du responsable de l'information

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé arrêtés au 30 juin 2020 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation d'Adocia, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 21 juillet 2020

Gérard Soula
Président Directeur Général

4



ADOCIA

innovative medicine
for everyone, everywhere

115 avenue Lacassagne
69 003 Lyon - FRANCE
Tél. +33 4 72 610 610
Fax. +33 4 72 363 967
www.adocia.com